

## ***Solidarité avec les PalestinienEs face à l'agression coloniale !***

Depuis plusieurs jours, les forces armées israéliennes répriment violemment les PalestinienEs de Jérusalem mobilisés pour défendre leurs droits, dont le plus fondamental d'entre eux : celui de vivre chez elles et eux, face à la politique de judaïsation systématique de la partie palestinienne de la ville, menée conjointement par le gouvernement israélien et par les organisations de colons les plus extrémistes.

Depuis lundi, l'armée israélienne a en outre lancé une violente campagne de bombardements contre la bande de Gaza, où les manifestations de solidarité avec les PalestinienEs de Jérusalem se sont multipliées, comme dans le reste des territoires occupés, tuant – à l'heure où ces lignes sont écrites – des dizaines de personnes, dont des enfants. À Jérusalem, des centaines de PalestinienEs ont été blessés et des dizaines emprisonnés.

Les événements en cours nous rappellent que l'entreprise coloniale israélienne, faite de violences, d'expropriations et d'humiliations, se poursuit chaque jour, dans le silence complice de la prétendue « communauté internationale ». En France, le ministère des Affaires étrangères, tout en affirmant qu'il considère que la colonisation est illégale, renvoie dos-à-dos les PalestinienEs et l'État d'Israël en « [appelant] l'ensemble des acteurs à faire preuve de la plus grande retenue et à s'abstenir de toute provocation pour permettre un retour au calme dans les plus brefs délais. »

Il n'existe pas de « calme » colonial, et il n'y a pas de responsabilité partagée dans ce nouvel épisode de répression : ce qui est en cause, c'est la politique d'apartheid menée par l'État d'Israël et la négation des droits démocratiques et nationaux des PalestinienEs.

Aucune « solution juste » ne pourra être trouvée sans la satisfaction de l'ensemble de leurs droits : fin de l'occupation civile et militaire, égalité des droits, droit à l'autodétermination et droit au retour. Le soutien à l'État d'Israël doit cesser ! Ce dernier doit au contraire être sanctionné et rendu comptable de ses crimes. C'est tout le sens de la campagne BDS (Boycott-désinvestissement-sanctions), dont le développement et le renforcement, en l'absence de toute autre forme de sanction et de pression, demeurent une nécessité, de même que les mobilisations de rue pour exprimer notre solidarité avec les PalestinienEs.



# ***l'Anti*capitaliste**